

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1188^e
SÉANCE

Vendredi 11 octobre 1968,
à 15 h 25

NEW YORK

SOMMAIRE

| | Page |
|---|------|
| Déclarations générales (suite) | |
| Point 37 de l'ordre du jour: | |
| Décennie des Nations Unies pour le dévelop- | 1 |
| pement: rapport du Secrétaire général | |
| (suite) | |

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

En l'absence du Président, M. Muzík (Tchéco-
slovaquie), vice-président, prend la présidence.

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement:
rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203,
chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/
L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/
AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. TANASIE (Roumanie) estime que la Deuxième Commission doit se concentrer sur la détermination des lignes directrices de ses activités futures. On ne saurait entreprendre une telle action sans retracer l'évolution du phénomène du développement au cours de l'actuelle Décennie, en s'inspirant des éléments nouveaux que les activités des organismes internationaux ont apporté sur le plan conceptuel et, surtout, institutionnel. Si les résultats enregistrés pendant cette période n'ont pas été à la mesure des objectifs inscrits dans le programme d'action des organismes rattachés à l'ONU, certains progrès ont cependant été obtenus en ce qui concerne, notamment, l'adaptation de l'activité de ces organismes et programmes aux réalités du monde contemporain.

2. L'évolution de l'économie dans les années 1960 a mis en évidence certains phénomènes, dont l'insuffisance du taux de croissance des pays en voie de développement, la détérioration continue de la position de ces pays dans le commerce mondial, l'utilisation inégale des possibilités offertes par la révolution technique et scientifique, la pénurie des cadres qualifiés nécessaires à l'économie nationale, etc. L'analyse de ces processus a fait ressortir la nécessité d'une réévaluation scientifique des plans consacrés au développement et d'une coopération internationale plus poussée. A cet égard, les efforts tendant à définir la stratégie globale du développement méritent une attention spéciale.

3. L'élaboration d'une stratégie globale ne peut être réalisée qu'en harmonisant les actions entreprises sur le plan international avec les politiques économiques des Etats. La Roumanie se félicite des conclusions des récentes réunions communes, tenues à Bucarest en juillet 1968, du Comité administratif de coordination (CAC) et du Comité du programme et de la coordination, selon lesquelles l'élaboration d'une stratégie suppose la participation active de tous les Etats intéressés et des organismes compétents du système des Nations Unies. La conception, les méthodes et les formes concrètes du développement resteront, bien entendu, l'attribut souverain des Etats, les recommandations de l'ONU pouvant servir de cadre de référence à ces derniers pour l'élaboration de leurs propres programmes. La synthèse des conceptions de politique économique des Etats et des recommandations formulées au cours des débats et réunions internationales a permis de dégager les principaux éléments de cette stratégie globale.

4. Dans sa déclaration faite à la 1180^e séance (A/C.2/L.1002), le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a bien présenté les concepts qui devraient inspirer l'action de la communauté internationale au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La responsabilité primordiale, ainsi que le droit d'adopter une conception propre du développement, appartient sans doute à chaque peuple. La communauté internationale, elle, a pour rôle de créer le cadre propice aux manifestations de cette responsabilité et d'appuyer les efforts entrepris par les pays. S'il faut souligner le caractère primordial des efforts nationaux, il ne faut nullement sous-estimer les possibilités offertes par la coopération internationale. De l'avis du Gouvernement roumain, les programmes et les actions de l'ONU et de ses institutions spécialisées peuvent compléter et appuyer les efforts propres de chaque peuple en vue de la mobilisation et de l'utilisation intensive de toutes les ressources humaines et matérielles. Par ailleurs, le développement implique la reconnaissance et l'adoption de certains principes appelés à régir les relations entre Etats. Ce sont, notamment, le respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures, l'égalité des droits et le principe de l'avantage mutuel. C'est seulement sur cette base du respect réciproque du droit qu'à chaque peuple de décider librement de son développement que pourra s'instaurer un climat favorable à la promotion d'une coopération économique efficace. La délégation roumaine est aussi d'avis que l'existence d'une paix durable et l'instauration d'un climat de coopération féconde entre tous les pays constituent autant de piliers du développement. Il

convient de se rappeler, à cet égard, quelles immenses ressources constitueraient pour le développement économique et social les moyens qui, dans des proportions alarmantes, continuent d'être consacrés aux armements.

5. La délégation roumaine prend note avec satisfaction des efforts entrepris par le Secrétariat en vue d'assurer les conditions optimales aux discussions sur la future orientation du développement grâce à la préparation de deux documents préliminaires: la compilation établie par le Secrétaire général sur les principes, directives et lignes d'action dans le domaine du développement (E/4496) et un document de travail du Comité de la planification du développement, dans lequel figure une liste de questions adressée aux organisations reliées à l'ONU concernant la préparation du schéma préliminaire d'une stratégie internationale du développement pour les années 1970 (E/AC.54/L.31). Une politique du développement à long terme met en évidence la nécessité de réaliser un taux élevé de croissance économique des pays en voie de développement. Les documents mentionnés font notamment ressortir l'importance capitale de la réalisation d'un taux de développement élevé pour l'accélération du progrès dans les pays en voie de développement. Si l'on n'enregistre pas de "gain de vitesse" au cours de la deuxième Décennie, toute la stratégie globale se trouvera compromise. Même dans l'hypothèse d'un taux de croissance annuel de l'ordre de 6,5 p. 100, voire de 7 p. 100, le niveau qui sera atteint par les pays en voie de développement en 1980 restera, en moyenne, de loin inférieur au niveau actuel des pays aux revenus les plus réduits parmi les pays développés. Il faudra donc, pour y porter remède, accroître le niveau des investissements. L'expérience de la Roumanie confirme le bien-fondé de l'intensification des efforts nationaux en vue d'assurer des taux de croissance élevés. Allouant plus d'un quart de son revenu national à des fins de développement, elle a réussi à obtenir, au cours de la période 1961-1967, un taux annuel de croissance de la production industrielle de l'ordre de 13,3 p. 100, ce qui a permis une expansion annuelle de 11,7 p. 100 de son commerce extérieur. Cette augmentation du taux de croissance est rendue d'autant plus nécessaire par l'élargissement du savoir scientifique et la croissance démographique.

6. Les objectifs majeurs du développement ne peuvent se réaliser que par la détermination judicieuse des priorités. L'expérience de nombreux pays, dont la Roumanie, démontre qu'en faisant reposer la construction économique sur l'industrialisation, on peut stimuler le développement équilibré, à un rythme soutenu, de toutes les branches de l'économie et assurer l'élévation continue du niveau de vie. Cependant, l'industrialisation n'est pas une fin en soi: elle ne peut en aucune façon être séparée de la nécessité de diversifier et d'intensifier la production agricole. L'industrie doit être considérée dans l'optique de ses liens d'interdépendance avec l'agriculture.

7. Ces dernières années, l'ONU et ses institutions spécialisées ont appuyé les efforts entrepris par les Etats en vue de la formation des cadres nationaux requis par le développement. La délégation roumaine

continue d'estimer que la réalisation des objectifs envisagés pour la prochaine Décennie exige la mise en valeur maximale du potentiel humain. Audemeurant, cet aspect se situe au centre des préoccupations internationales touchant le développement. Les ressources humaines sont à la fois la fin vers laquelle tend l'effort accompli et le moyen par lequel il s'exerce. La délégation roumaine espère que les Etats et les organismes internationaux intensifieront leurs efforts dans ce domaine. Une autre domaine prioritaire est l'application aux processus économiques des conquêtes de la science et de la technologie modernes, et notamment l'énergie nucléaire et le traitement électronique de l'information.

8. En ce qui concerne la coopération internationale, l'ONU et ses institutions spécialisées devront, au cours de la prochaine Décennie, accorder une attention accrue à la promotion des formes modernes de coopération économique, industrielle et technique, dans les domaines les plus variés. La nécessité de la coopération internationale a inspiré au système des organismes des Nations Unies de multiples actions concertées en matière de commerce, d'industrie, d'agriculture, etc. Toutefois, l'expérience offerte par la coopération économique bilatérale est loin d'avoir été utilisée à sa juste valeur. L'élément primordial des efforts à venir doit être l'harmonisation des efforts et la concentration des moyens des différentes institutions sur les programmes prioritaires établis en tenant compte des particularités régionales et nationales. Aux yeux de la délégation roumaine, ce sont les commissions économiques régionales qui peuvent assurer la liaison efficace entre les entités nationales et l'échelle mondiale à laquelle se situe la coopération économique internationale. C'est pourquoi elle estime que des discussions périodiques auxquelles participeraient les chefs des institutions spécialisées et des organismes des Nations Unies et les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales sont une forme de consultation utile.

9. Loin d'épuiser tous les aspects que comporte la stratégie du développement, les considérations qui précèdent doivent avoir mis en évidence les deux orientations fondamentales des préoccupations et des efforts communs: la mobilisation planifiée à long terme des ressources propres à chaque pays et la promotion de la coopération internationale, tant bilatérale que multilatérale. Dans ses relations bilatérales et par sa participation aux organismes internationaux, la Roumanie se préoccupe constamment, dans la mesure de ses possibilités et de son expérience, de contribuer à substituer à la tension internationale une coopération économique fructueuse au bénéfice de l'humanité tout entière. Elle n'a jamais cessé de manifester son intérêt à l'égard des activités des organismes des Nations Unies, dont elle a toujours reconnu le rôle important dans l'intensification de la coopération internationale.

M. Akwei (Ghana) reprend la présidence.

10. M. TADJO (Côte-d'Ivoire) constate que les pays en voie de développement ont réalisé des progrès notables au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, bien que les résultats soient restés en deçà des objectifs fixés. Bien que les Nations Unies aient redoublé d'efforts dans le cadre

de l'assistance technique et renforcé les moyens des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales, les progrès sont lents et les résultats insuffisants.

11. La délégation ivoirienne désire particulièrement insister sur la politique de développement, les problèmes humains, l'agriculture et la coopération internationale et régionale. Le développement consiste à provoquer des mutations dans l'appareil productif de façon à déterminer une croissance économique auto-entretenu. Le principal moteur de la croissance est le facteur humain, qui entre difficilement dans des modèles de prévision économique. La deuxième Décennie doit accorder une place centrale à l'homme, bénéficiaire et facteur du développement.

12. En effet, dans la majorité des pays en voie de développement, l'explosion démographique, l'analphabétisme et les méthodes archaïques d'exploitation des terres ont entraîné une croissance très faible ou même négative de l'économie. Entre 1960 et 1966, le produit national brut réel par habitant n'a progressé en Afrique que de 1 p. 100 par an. L'agriculture, qui occupe plus des trois quarts de la population, ne progresse que de 1 à 2 p. 100 par an, faute de méthodes modernes d'exploitation, d'aptitudes et de connaissances techniques des agriculteurs. De nombreux problèmes résultent de la croissance démographique élevée (2 à 3 p. 100 par an). La jeunesse improductive mais consommatrice représente plus de 50 p. 100 de la population et pose de difficiles problèmes de scolarisation et d'accès au marché du travail. La formation de la main-d'œuvre et la création de nouveaux emplois sont indispensables pour lutter contre le chômage saisonnier et partiel. L'agriculture peut fournir de nombreux emplois dans les pays où le capital foncier est abondant et demeurera longtemps le pilier de l'économie. En lui donnant la priorité, on améliore le pouvoir d'achat et la nutrition de 90 p. 100 de la population. A la fin de la deuxième Décennie, les pays sous-développés devraient pouvoir cesser d'être importateurs nets de denrées alimentaires grâce à l'amélioration de la productivité agricole. M. Tadjó demande s'il ne serait pas indiqué de donner la préférence, dans les pays en voie de développement, à la productivité du travail plutôt qu'à celle du capital, dans le domaine agricole. Elle suppose des connaissances techniques, des aptitudes et la volonté de travail de la part de l'agriculteur. Cette insistance sur la productivité du travail dans le domaine agricole devrait permettre d'éviter un exode rural massif, qui risque de compromettre le développement d'ensemble et de diminuer la production agricole tant que l'agriculture n'a pas fait sa mutation.

13. La solution de ces problèmes dépend d'une coopération accrue entre pays développés et pays en voie de développement. La délégation ivoirienne souhaite que l'aide s'accroisse et atteigne rapidement l'objectif de 1 p. 100 du produit intérieur brut des pays développés. Elle souhaite aussi une intensification des crédits fournisseurs, un assouplissement de l'aide liée et, dans certains cas, l'institution de taux de change multiples pour réduire les fluctuations de balance des paiements. Les emprunts des pays en voie de développement devraient être facilités sur les marchés

des pays développés. M. Tadjó félicite le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de ses efforts en matière de préinvestissement et souhaite que le Fonds d'équipement des Nations Unies se développe en complétant les efforts du PNUD. Malgré les déceptions engendrées par les deux sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), il est permis d'espérer que les marchés des pays développés s'ouvriront plus largement aux produits finis et semi-finis des pays en voie de développement. Le problème de la détérioration des termes de l'échange appelle une solution urgente. La coopération régionale et sous-régionale devra être rendue plus efficace, car elle revêt une importance particulière pour la stratégie globale du développement, par suite du morcellement politique et économique de certaines régions, comme l'Afrique. L'aide apportée à des projets régionaux doit inciter au regroupement et à la coordination des plans nationaux, à défaut de planification multinationale. L'assistance financière des pays développés peut également encourager le commerce intrarégional. Les enseignements de la première Décennie, l'effort interne accru des pays en voie de développement, la volonté politique de coopération et la solidarité mondiale sont nécessaires pour assurer le succès de la prochaine Décennie.

14. M. VIAUD (France) dit que les préparatifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement s'ouvrent sur des perspectives relativement sombres, contrastant avec l'esprit de coopération internationale qui, à la faveur de circonstances plus propices, s'était manifesté lors du lancement de la première Décennie, en 1961. La période la plus récente a vu, en effet, le déclin de cet esprit de coopération et la renaissance des égoïsmes ancestraux. Les Etats riches, aux prises avec des difficultés économiques accrues, se préoccupent davantage de leur propre expansion, et les pays en voie de développement sont souvent impuissants à réformer des structures politiques et sociales parfois archaïques.

15. La deuxième Décennie devrait permettre d'imprimer un nouvel élan à la coopération internationale dans le domaine économique et social, mais elle doit pour cela constituer un ensemble cohérent, reposant sur des motivations politiques simples, des objectifs réalistes et des moyens pragmatiques.

16. Pour ce qui est des motivations politiques, il importe de reconnaître que le progrès économique et social dans le monde forme un tout et qu'il serait illusoire de dissocier le développement des uns du développement des autres. Ce serait une grave erreur que de vouloir, au cours de la prochaine Décennie, exprimer un taux de croissance applicable aux économies sous-développées, sans tenir compte du rythme d'expansion probable des pays industriels, et en ignorant complètement les facteurs et les conditions de leur croissance. En effet, les pays développés ne peuvent accroître leur aide aux pays moins avancés que grâce au maintien d'un taux d'activité élevé et à l'intensification de leurs relations réciproques. La Décennie sera donc l'affaire de tous ou elle ne sera pas.

17. Les objectifs, aussi bien quantitatifs que qualitatifs, que l'on sera appelé à fixer devront être empreints de réalisme. Les aspects quantitatifs semblent devoir être déterminés à la suite d'ajustements successifs entre des hypothèses globales et une approche analytique à l'échelon national et régional. A cet égard, la Décennie reposera notamment sur trois grandes hypothèses: l'assistance extérieure, le commerce et l'épargne.

18. Dans le domaine de l'assistance extérieure, où l'on constate une dégradation inquiétante depuis quelques années, les résolutions adoptées par la deuxième session de la CNUCED^{1/} fourniraient une excellente base si elles n'étaient malheureusement assorties de nombreuses réserves. La délégation française rappelle, à ce sujet, que le respect par tous les pays développés de la décision dite du 1 p. 100^{2/} permettrait de doubler en 1975 l'assistance financière aux pays en voie de développement.

19. La deuxième grande hypothèse sur laquelle devrait reposer la Décennie est le niveau des ressources supplémentaires pouvant être fournies par l'intermédiaire du commerce extérieur. Dans ce domaine, la stabilisation des prix des produits primaires — qui représentent 88 p. 100 des exportations des pays moins développés et dont une baisse, ne serait-ce que de quelques points, suffit à annuler tous les effets de l'assistance financière internationale — est une nécessité dont il faut espérer que l'évidence finira par frapper les plus réfractaires.

20. Enfin, le troisième pilier sur lequel sera bâtie la Décennie, l'élément décisif grâce auquel elle sera financée, sera constitué par le montant de l'épargne intérieure des divers pays, et notamment des pays en voie de développement. Le niveau actuel de l'épargne est encore, en moyenne, insuffisant. Or, l'augmentation de la capacité de développement dans les pays moins avancés est, grâce à l'accroissement corrélatif de leurs investissements, proportionnelle à l'élévation de leur taux d'épargne. Une fois dépassée la phase du "démarrage", qui, sans nul doute, requiert un appoint supplémentaire d'énergie, toute économie doit trouver en elle-même les ressources de croisière lui permettant de progresser de manière autonome.

21. A la veille de la prochaine Décennie, on se trouve en présence de deux inconnues: tout d'abord, comment rapprocher les hypothèses et les plans individuels; comment voir si ce sont les hypothèses qui manquent de fondement ou les plans nationaux qui manquent de réalisme. La délégation française espère que, dans ce domaine, le Secrétariat entreprendra une étude, qui s'avère indispensable avant la mise au point d'un programme d'action. La deuxième inconnue, évoquée précédemment par le représentant de l'Inde, est la suivante: comment faire entrer les facteurs sociaux en ligne de compte pour la détermination d'objectifs quantitatifs. En effet, l'homme est à la fois l'objet et l'artisan du développement, et le progrès économique est étroitement lié à l'amé-

lioration de l'environnement humain. La délégation française formule à cet égard l'espoir que, dans les mois à venir, les débats permettront d'éclaircir ce problème, avec la coopération de tous les organismes des Nations Unies intéressés.

22. La Décennie suppose, en outre, des moyens d'action pragmatique, que l'on voit d'abord dans les instruments juridiques. Comme l'a souligné le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002), la Décennie devra être un "cadre de préférence" raisonnable, où l'action des gouvernements s'efforcera de s'inscrire. Dans l'état actuel des relations économiques internationales, il serait vain de s'attendre que les pays développés comme les pays en voie de développement puissent, collectivement ou individuellement, souscrire à des obligations unilatérales précises, faisant l'objet d'une sanction expresse de la part de la communauté internationale, mais si les objectifs sont formulés avec suffisamment de souplesse et de discernement, compte tenu des réalités politiques du moment, ils permettront de convaincre les gouvernements et les opinions publiques.

23. Le pragmatisme est également à rechercher dans les institutions. En effet, la Décennie est non seulement l'œuvre des gouvernements, mais également celle des organisations internationales. Celles-ci ne peuvent prétendre jouer le rôle principal sur le plan de la mobilisation des ressources nécessaires, mais elle peuvent avoir une action d'appoint appréciable, complémentaire aux actions entreprises par les gouvernements et consistant à veiller au maintien d'un équilibre d'ensemble et à assurer le respect d'une certaine justice et d'une certaine objectivité. Il est temps que la collectivité internationale se penche en particulier sur le sort des pays les moins développés parmi les pays en voie de développement. Il incombe aux Nations Unies de veiller à ce que des progrès concrets soient réalisés dans ce domaine au cours de la Décennie. La difficulté principale consiste à mettre au point le mécanisme de surveillance multilatérale évoqué par M. de Seynes lors de son exposé. A supposer que la nécessité d'un tel mécanisme soit établie, sa mise au point sera en effet chose délicate. Elle permettra de mesurer de façon palpable la ligne de démarcation entre les besoins de la coopération internationale et les exigences de la souveraineté nationale, et la délégation française est prête à participer aux travaux qui seront entrepris à ce sujet. Tous les organismes des Nations Unies auront à s'associer à l'effort commun. La plupart d'entre eux ont d'ailleurs déjà commencé à réfléchir à la contribution qu'ils seraient en mesure d'apporter, et des travaux appréciables ont déjà été réalisés dans ce domaine. Il importera de coordonner et d'orchestrer les activités entreprises, et de veiller à la cohérence de l'exécution. Le Conseil économique et social a un rôle primordial à jouer dans les préparatifs de la prochaine Décennie. Il devra ensuite, pendant son déroulement, ajuster périodiquement les objectifs de la Décennie aux possibilités et aux circonstances du moment.

24. Dans le cadre d'une stratégie du développement, il faudra également s'inquiéter de la tactique, c'est-à-dire des priorités relatives, à la fois dans les objectifs et dans les contributions respectives des

^{1/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), annexe I.

^{2/} Ibid., décision 27 (II), p. 41.

divers organismes des Nations Unies. Le concept de stratégie globale reste une notion confuse, qui risque de compliquer la tâche d'élaboration des objectifs de la Décennie et des mécanismes d'application. La délégation française, s'associant à la délégation yougoslave, rappelle que la notion de volonté politique, pendant cette phase préparatoire, s'exprime principalement par le dialogue, dialogue qui doit s'engager entre les représentants des gouvernements au sein de l'Organisation et entre les différents organismes des Nations Unies, non pas dans un esprit de revendication, mais de coopération. Si la Décennie veut être un programme d'action commun aux Etats Membres, elle doit être la conséquence d'une adhésion des uns et des autres à des objectifs dont le sens profond sera le progrès économique et social, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

25. M. OULD SIDI (Mauritanie) rappelle qu'aucun des grands objectifs fixés en 1961 pour la première Décennie des Nations Unies pour le développement [voir résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale] — augmentation annuelle de 5 p. 100 du revenu national des pays en voie de développement et affectation par les pays développés de 1 p. 100 de leur revenu national brut à l'assistance — n'a été atteint. L'insuffisance de l'aide explique en grande partie le fléchissement des taux de croissance des pays en voie de développement. Le remboursement de la dette publique et le versement des bénéfices et des dividendes diminuent de moitié le montant de l'aide. Le total des flux publics et privés en provenance des pays développés et des organismes internationaux tend à baisser. Dans les cas des pays développés, cette réduction s'explique par les économies gouvernementales en vue de défendre la monnaie et dans le cas des organismes internationaux, comme l'Association internationale de développement (AID), par l'épuisement de leurs réserves financières. Le montant total des fonds fournis aux pays en voie de développement au cours de l'exercice 1967/1968 est tombé à 953 millions de dollars, contre 1 milliard 130 millions en 1966-1967. Cependant, M. Ould Sidi désire rendre hommage à l'action des organismes financiers des Nations Unies, notamment au PNUD, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), à la Société financière internationale (SFI) et à l'AID. Il lance un appel aux pays donateurs pour qu'ils soutiennent sans tarder l'action de ces organismes.

26. L'évolution du commerce mondial apparaît défavorable pour les pays en voie de développement, dont les recettes d'exportation ne se sont pratiquement accrues. L'aggravation de l'écart entre le niveau des prix des matières premières et celui des produits industriels met en danger la modernisation de leur économie. Seuls, les pays riches peuvent apporter un financement complémentaire. La production alimentaire des pays en voie de développement est en baisse par rapport à la croissance démographique. La réforme agricole dans les pays en voie de développement est coûteuse et les efforts nationaux doivent s'accompagner d'une coopération internationale. Le Gouvernement mauritanien a donné la priorité au secteur agricole, de même que les autres pays de l'Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal. M. Ould Sidi rappelle qu'en 1966 le Secrétaire

général demandait qu'un élan nouveau soit donné aux efforts de développement, les gouvernements des pays développés devant pour cela être disposés à traduire dans des programmes effectifs leurs déclarations d'intention. La délégation mauritanienne demande que cet appel soit entendu pour que la prochaine Décennie soit une véritable décennie pour le développement.

27. M. GARCIA PINTOS (Uruguay) déclare que, de l'avis de sa délégation, ce qui importe avant tout, c'est de faire régner le droit de la personne humaine à une existence digne. On pourrait dire que ce devrait être le but de la stratégie globale du développement. La Décennie qui s'achève a été marquée par la déception la plus profonde: l'écart entre les riches et les pauvres s'est accentué. L'Uruguay a souffert de cet échec: en ce qui le concerne, les termes de l'échange se sont dégradés, les recettes d'exportation ont baissé, les capitaux ont fui et le service de la dette s'est alourdi. Les pays développés permettent égoïstement que s'éternise cette situation, contraire aux engagements solennels qui avaient été pris. Le moment est venu de changer tout cela et d'élaborer une stratégie globale et intégrée qui permettra une participation plus équitable des masses pauvres au bien-être économique. A cette fin, il faut arrêter une politique de priorités. C'est ce qu'a compris l'Uruguay, qui met de grands moyens en œuvre pour augmenter la production agricole, tout en s'efforçant de mettre en valeur ses ressources naturelles, non sans difficultés d'ailleurs, du fait de la pénurie des capitaux et de l'exode de ses élites intellectuelles.

28. D'une manière générale, la délégation uruguayenne souscrit aux observations formulées par le Secrétaire général adjoint dans son exposé à la 1180ème séance (A/C.2/L.1002), mais elle aimerait qu'il précise quelque peu sa pensée en ce qui concerne la planification de la famille. En effet, s'il importe que l'on contrôle l'accroissement démographique, il ne faut pas que cela se fasse au détriment du droit inaliénable de l'individu à déterminer son avenir en toute liberté. Pour le reste, la délégation uruguayenne espère très fermement que la future Décennie sera marquée par un plus grand altruisme de la part des pays industrialisés et riches. En contrepartie, il ne fait pas de doute que les pays en voie de développement prendront les engagements et les mesures nécessaires pour éliminer leurs déficiences, sans pour autant aliéner leur liberté et leur souveraineté nationales.

29. M. WODAJO (Ethiopie) déclare que la fin prochaine de la première Décennie des Nations Unies pour le développement doit être l'occasion de comparer les succès et les échecs, d'en tirer des leçons et d'examiner ce qui peut être fait au cours de la prochaine Décennie. Cette tâche est difficile en raison de divers facteurs impondérables. La réalisation des objectifs dépend d'un accroissement des ressources mises à la disposition des pays en voie de développement par les pays à revenu élevé, sous forme d'aide ou d'assistance technique. Le niveau de l'aide peut être affecté par des fluctuations de balance de paiements et par l'influence considérable de l'opinion publique. S'il est difficile de prévoir ce

que les pays développés pourront faire, la difficulté est encore plus grande dans le cas des pays en voie de développement. Il leur faut reconnaître non seulement les éléments indispensables à leur développement, mais aussi posséder la capacité de s'organiser eux-mêmes. La délégation éthiopienne souhaite qu'un cadre de référence souple soit adopté pour guider l'action collective et permettre de l'adapter aux besoins et aux circonstances. L'accent doit être mis davantage sur une action commune que sur un objectif bien déterminé. Cependant, les concepts et les objectifs ne suffisent pas: des instruments d'action doivent les compléter. L'Organisation des Nations Unies a acquis une grande expérience dans ce domaine au cours des 20 dernières années. Le Ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie a récemment reconnu (voir 1683ème séance plénière, par. 55) que le sous-développement présentait de multiples aspects et que les mesures à prendre pour en venir à bout devaient également prendre des formes multiples. Les organismes internationaux sont indispensables, mais il convient de les réadapter pour concerter leur action. Réadapter, réorienter les activités des institutions des Nations Unies est une tâche prioritaire. Les problèmes économiques et sociaux du développement sont mieux compris actuellement, et il est possible de les aborder plus rationnellement. M. Wodajo insiste sur la nécessité de cette action concertée qui doit étayer le concept d'une stratégie globale.

30. M. ANDRE (Dahomey) dit que, chaque année, de nouvelles solutions sont proposées en vue de réduire l'écart entre les pays riches et pauvres, mais qu'en réalité le problème fondamental est celui de l'acceptation par les pays développés d'appliquer de bonne grâce les propositions formulées, et de traduire en actions concrètes leur désir de coopération, coopération indispensable si l'on veut parvenir à un équilibre nécessaire et souhaitable. Tant que la politique actuelle des pays développés ne sera pas repensée, ni l'opinion publique transformée, les pays du tiers monde n'ont aucune chance de réduire l'écart qui les sépare des pays développés. A la veille d'une nouvelle décennie, où le mot d'ordre semble être la stratégie globale, il importe avant tout de rechercher les moyens et les méthodes permettant d'arriver au succès. La participation des pays en voie de développement à l'élaboration des diverses politiques les concernant est de la plus haute importance, et les quelques échecs qu'ils ont enregistrés ne doivent pas les faire renoncer à poursuivre leurs efforts. Au contraire, ils doivent s'efforcer de voir plus loin, car le fait pour eux de sortir du sous-développement entraînera une amélioration de la condition humaine en général.

31. La mise au point d'une stratégie globale est une nécessité qui se fait cruellement sentir. En effet,

la promotion économique et sociale des pays du tiers monde exige une véritable planification du développement, compte tenu de la nécessité d'une coopération régionale. Toutefois, comme l'a reconnu le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.1002), il n'y a aucune urgence à donner immédiatement un contenu définitif au concept de stratégie globale. Il est néanmoins permis de s'interroger sur les chances de faire aboutir ce dessein si les gouvernements des pays développés en arrivent à ne plus participer à l'aide publique internationale à un niveau satisfaisant.

32. Le Dahomey continue de s'efforcer de démontrer que l'aide fournie est judicieusement utilisée. Le pays, à maintes reprises encouragé dans cette voie, cherche à accroître par lui-même ses propres ressources et a mis en route d'importants programmes de transformation et de diversification. Toutefois, il est pour lui fort décourageant d'assister simultanément à la détérioration continue des cours de ses produits.

33. Qu'il s'agisse des exportations ou des importations, les pays en voie de développement subissent la loi des pays développés, qui sont ceux qui fixent les cours des produits. En ce qui concerne les exportations, par exemple, sur lesquelles se fonde l'économie du Dahomey, on est passé, en l'espace de quelques mois, du point 100 au point 65.

34. Le représentant du Dahomey fait observer que l'agriculture, même rénovée, peut juste nourrir un pays, mais ne saurait l'enrichir. Il est donc impérieux que l'agriculture, qui bénéficie de programmes de coopération technique, soit associée à un programme d'industrialisation. C'est là un point sensible de la politique des pays développés, inquiets de la concurrence possible. Il faudrait à cet égard trouver un *modus vivendi*, peut-être en s'attachant davantage à une décentralisation de la part des sociétés des pays développés.

35. On a souvent tendance à oublier que, parmi les pays en voie de développement, il en est qui sont très pauvres par rapport à d'autres. Il importe de tenir compte de telles réalités lorsqu'il s'agit de réduire l'écart entre pays riches et pauvres.

36. La délégation dahoméenne souhaite qu'aux efforts des pays en voie de développement se joignent ceux de certains pays développés qui, par tradition, peuvent prendre les devants pour aider à changer le courant de pensée qui prévaut généralement dans les pays développés. Dans cette nouvelle croisade, on ne saurait oublier que l'Afrique a donné généreusement au monde ce qu'elle avait de plus précieux, son sang.

La séance est levée à 17 h 20.